



Independent observer  
of the Global Fund

"Augmentez le financement ou abandonnez l'espoir de mettre fin au paludisme, à la tuberculose et au sida".

Le 23 février 2022, le Fonds mondial a lancé son très attendu [Investment Case](#), Fight for What Counts, qui constitue le principal document de référence pour les réunions préparatoires à la septième reconstitution des ressources qui se sont tenues les 23 et 24 février. Le dossier d'investissement explique pourquoi les donateurs doivent s'engager et ne pas hésiter s'ils veulent voir la fin de ces trois maladies.

Créé en 2002, le Fonds mondial lève et dépense des fonds au cours de périodes triennales de "reconstitution", dont la septième commence en 2024. La sixième réunion de reconstitution des ressources, qui s'est tenue en 2019 à Lyon sous l'égide du président français Emmanuel Macron, a permis de collecter 14,02 milliards de dollars, soit le montant le plus élevé jamais atteint par une organisation multilatérale de santé.

La septième conférence des donateurs de la reconstitution des ressources se tiendra aux États-Unis plus tard dans l'année, sous la présidence de Joe Biden.

Cette réunion préparatoire a été co-organisée par cinq présidents africains : le président Felix Tshisekedi de la République démocratique du Congo, le président kenyan Uhuru Kenyatta, le président rwandais Paul Kagame, le président sénégalais Macky Sall et le président sud-africain Cyril Ramaphosa. La première journée a été consacrée aux discours-programmes, aux points de vue des partenaires, à la présentation du dossier d'investissement et à un débat modéré sur le thème "Combattre les pandémies et construire un monde plus sain et plus équitable". La deuxième journée a permis d'approfondir le dossier d'investissement.

Le partenariat avec le Fonds mondial met en garde contre les conséquences désastreuses d'un manque de financement.

L'impossibilité de mettre fin aux trois épidémies que sont le VIH, la tuberculose et le paludisme si le financement des donateurs n'est pas assuré a été le message dominant de la première journée de la réunion préparatoire.

Le Fonds mondial a exhorté les donateurs à promettre des milliards de dollars pour remettre sur les rails les efforts visant à mettre fin au sida, à la tuberculose et au paludisme d'ici 2030, après l'impact cataclysmique du COVID-19 sur les systèmes de santé et les principaux programmes de santé. Le Fonds mondial a averti les délégués que, si les donateurs ne s'engagent pas à fournir un financement total sans précédent d'au moins 18 milliards de dollars cette année, cet objectif ne sera pas atteint.

“Face à l'impact catastrophique de COVID-19 sur la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, le choix est sans appel : soit nous augmentons le financement, soit nous abandonnons l'espoir de vaincre enfin ces épidémies d'ici 2030.”

Peter Sands, Directeur exécutif du Fonds mondial

Pour coïncider avec le premier jour de la réunion, le Global Fund Advocates Network (GFAN) a publié une [déclaration conjointe des parlementaires des pays hôtes de la réunion préparatoire de la 7ème reconstitution du Fonds mondial](#). Signée par un groupe de sept parlementaires de quatre des cinq pays hôtes, la déclaration reprend l'avertissement de Peter Sands, soulignant que le monde est confronté à “un moment critique”. Les parlementaires de la République démocratique du Congo, du Kenya, du Rwanda et du Sénégal ont écrit : “Les principaux pays donateurs qui ont joué un rôle important dans ce partenariat historique, tels que le Royaume-Uni, les États-Unis et d'autres, ont une fois de plus l'occasion de faire preuve de leadership avec des promesses de financement solides, qui seront respectées par les pays chargés de la mise en œuvre qui s'engagent à mobiliser leurs propres ressources.”

Cependant, de nombreux donateurs, en réaction à la récession économique de leur pays due à la pandémie, ont décidé de réduire leur aide publique au développement (APD). Cette décision a déjà eu un impact sur les efforts mondiaux de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, contribuant à un ralentissement plus général des progrès réalisés au cours de la pandémie. Par exemple, le Royaume-Uni est le deuxième plus grand donateur du Fonds mondial, mais la [décision](#) de son gouvernement [de réduire le budget de l'aide](#) de 0,7 % à 0,5 % du revenu national brut a déjà eu des répercussions dans d'autres domaines et [beaucoup craignent que les dépenses d'aide ne retrouvent pas leurs niveaux antérieurs avant des années](#), voire pas du tout. Les conséquences d'une baisse de l'aide au développement sur les engagements de ces pays envers le Fonds mondial ne seront pas connues avant la Conférence des donateurs qui aura lieu plus tard cette année.

L'engagement probable de la Grande-Bretagne envers le Fonds mondial pourrait bien être remis en question suite à la [déclaration écrite](#) du ministre des Affaires étrangères [lors de la 20<sup>th</sup> reconstitution de l'Association internationale de développement](#) le 22 février. [Le Guardian](#) rapporte qu'elle a déclaré qu'elle “rééquilibrerait le budget de l'aide en faveur des programmes bilatéraux” et, implicitement, en s'éloignant des organisations multilatérales. Il est peu probable que la Grande-Bretagne soit la seule nation à chercher à favoriser les programmes bilatéraux nationaux, ce qui signifie en fin de compte qu'il sera difficile pour les agences multilatérales de réunir les fonds des donateurs nécessaires pour maintenir, sans parler de l'élargissement, de leurs programmes d'aide.

Le Fonds mondial a déclaré que son objectif le plus élevé à ce jour, à savoir 18 milliards de dollars, était nécessaire parce que des “progrès significatifs” dans la lutte contre les trois maladies avaient été perdus à cause de la pandémie. Les gains durement acquis dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le

paludisme sont en train d'être annulés, avec des conséquences dévastatrices pour les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables", a-t-il déclaré. L'ensemble du programme des objectifs de développement durable des Nations unies est désormais menacé, alors que les inégalités se creusent, que la pauvreté s'aggrave et que les tensions sociales et politiques augmentent. ‘

Si cet objectif était atteint, il permettrait au Fonds mondial de sauver 20 millions de vies entre 2024 et 2026, et de réduire le nombre de décès liés aux trois maladies à 950 000 en 2026, contre 2,4 millions en 2020 et 4 millions en 2005.

Mais la "demande" d'investissement est-elle suffisante ?

Il existe un risque réel que la demande de 18 milliards de dollars du dossier d'investissement, soit 4 milliards de plus que lors de la sixième reconstitution, ne soit pas atteinte. Les donateurs s'efforcent d'équilibrer leurs perspectives économiques réduites avec leurs obligations financières envers les nations les plus pauvres du monde et les organisations de développement qui travaillent dans ces pays. Cependant, comme l'OFM l'a souligné dans son [article](#) (Commencez le compte à rebours pour la Septième reconstitution des ressources du Fonds mondial) dans son numéro précédent l'OFM 124, le GFAN doute que même à 18 milliards de dollars, la "demande" du dossier d'investissement soit suffisante pour faire face à la tâche apparemment insurmontable qui se présente. Le GFAN a estimé que 28,5 milliards de dollars, dont 4,5 milliards de dollars pour les réponses communautaires, constituent le minimum dont le Fonds mondial aura besoin au cours des trois prochaines années et que les donateurs publics et privés doivent faire des promesses fortes s'il veut améliorer le [rapport de résultats de 2021](#).

Le succès futur du financement de la septième reconstitution est également entre les mains des pays eux-mêmes.

Les dirigeants des cinq pays africains ont dressé un tableau sombre de l'avenir des trois maladies en l'absence d'un financement accru, des contraintes économiques auxquelles le monde est confronté deux ans après l'arrivée de COVID-19 et de la responsabilité de l'Afrique, voire de toutes les nations, de jouer un rôle plus actif dans le financement national de la santé.

Le dossier d'investissement estime que des contributions nationales d'un montant de 58,6 milliards de dollars, soit 45 % du total, seront nécessaires pour lutter contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme et pour renforcer les systèmes de santé, y compris les réponses aux pandémies, au cours des trois prochaines années. L'augmentation des ressources nationales pour la santé est donc un élément crucial de la réponse.

Les présidents ont noté que, malgré les meilleurs efforts des pays, du Fonds mondial et d'autres partenaires du développement, l'élimination du VIH, de la tuberculose et du paludisme et la réalisation de la couverture sanitaire universelle restent un défi. Les progrès ont été freinés par les effets de la COVID-19. La pandémie a fait de 2020 la pire année jamais enregistrée pour le continent africain, avec une croissance de -1,3% ; et le Fonds monétaire international a prévu que l'Afrique aura eu la croissance la plus lente en 2021 par rapport au reste du monde.

Dans toute l'Afrique, la pandémie a entraîné deux chocs budgétaires : une baisse de 5 % des recettes publiques en 2020 accompagnée d'une augmentation nécessaire des dépenses de santé, de protection sociale et de soutien aux entreprises, afin de répondre à la pandémie. Ces dépenses ont dû être maintenues en augmentant la dette et en réaffectant des fonds provenant d'autres secteurs. En conséquence, les déficits budgétaires se sont creusés et les dettes nationales ont augmenté en moyenne de 6 % du produit intérieur brut. Le niveau des dépenses de santé doit être maintenu, mais la santé est en concurrence avec d'autres priorités de dépenses. Les ministères de la santé devront donc veiller à ce que les financements disponibles soient dépensés de manière efficace et sur les services de santé les

plus performants.

Bien sûr, nous aurions dû tirer les leçons des pandémies existantes de VIH, de fièvre de Lassa, de malaria, de tuberculose et autres, mais nous ne l'avons pas fait. La COVID-19 a frappé tous les pays presque simultanément, montrant à quel point une maladie peut se propager rapidement. L'Afrique ne peut pas se permettre un autre revers comme celui-ci. Nos pays à faible revenu et à revenu intermédiaire doivent atteindre une croissance constante. Cela signifie avoir une population en bonne santé et la capacité de résister aux pandémies. Pour cela, il faudra investir davantage dans la santé : beaucoup plus d'investissements”.

S.E le Président Macky Sall du Sénégal, Président de l'union Africaine

COVID-19 a également eu pour conséquence de faire basculer davantage de personnes dans la pauvreté. Si les gouvernements africains ont pris les mesures nécessaires pour fournir un soutien social, il n'en reste pas moins que de moins en moins de personnes ont les moyens de se payer des soins de santé. Les gouvernements devront donc trouver les moyens d'apporter un soutien financier plus important à la santé ou risquer de nouveaux reculs en matière de santé qui affecteront le développement économique et retarderont la réalisation du couverture sanitaire universelle.

Un large éventail de parties prenantes ressent aujourd'hui les conséquences d'un sous-investissement prolongé dans la santé, et la pandémie a fait renaître un sentiment d'urgence pour créer une dynamique autour de la réforme des systèmes de santé sur le continent. Les présidents ont noté que les efforts visant à mobiliser des fonds et à réimaginer ce que l'on cherche à réaliser doivent impliquer toutes les parties prenantes. Mais les parties prenantes voudront voir mis en place de solides mécanismes de gouvernance et des pratiques de reporting qui garantissent des dépenses judicieuses, coordonnées et transparentes.

Alors que les pays s'efforcent de mettre en place des systèmes de santé durables et financés au niveau national, dans un avenir prévisible, les contributions du Fonds mondial et d'autres donateurs seront essentielles. C'est pourquoi l'Union africaine et les différents États membres doivent plaider haut et fort en faveur de la septième reconstitution des ressources du Fonds mondial.

Les dirigeants africains réfléchissent déjà à la manière d'accroître les investissements dans la santé

Il y a trois ans, en 2019, l'Union africaine a organisé la " Réunion des dirigeants africains sur l'investissement dans la santé " qui, à bien des égards, était en avance sur son temps. Il s'agissait d'un moment historique, réunissant les gouvernements, le secteur privé et la communauté mondiale du développement, pour coordonner et accélérer les progrès autour de la question du financement national de la santé et vers la couverture sanitaire universelle.

Les dirigeants africains se sont engagés à augmenter les investissements nationaux dans la santé et à améliorer les systèmes de financement de la santé en fonction du contexte, afin que chaque pays puisse suivre sa propre voie pour atteindre et maintenir la couverture sanitaire universelle. Nous saluons le soutien du Fonds mondial et d'autres partenaires de développement dans la mise en œuvre de cette importante initiative, en particulier le tableau de bord de déploiement de l'outil de suivi du financement de la santé et les centres de financement de la santé basés dans les communautés économiques régionales.

À l'époque, nous ne savions pas que la pandémie de COVID-19 était imminente, et cette question du financement des systèmes de santé résilients est devenue une priorité politique beaucoup plus importante pour de nombreux gouvernements en Afrique.

L'Afrique est entrée dans la lutte contre la COVID-19, combattant la menace de santé publique la plus aiguë avec seulement 1% des dépenses mondiales de santé alors qu'elle représente 17% de la population mondiale. Il est essentiel que les dirigeants africains s'approprient le financement du secteur de la santé et des systèmes de santé, c'est pourquoi je suis honoré d'avoir été désigné comme le champion du financement national de la santé sur le continent".

S.E Paul Kagame, Président du Rwanda et Président de l'ALM

Les présidents souhaitent que des progrès soient accomplis dans la mise en œuvre des dix actions définies dans la [déclaration de la réunion des dirigeants africains sur l'investissement dans la santé](#), notamment l'engagement d'accroître les investissements nationaux dans la santé et l'examen annuel par les chefs d'État des performances des pays par rapport aux critères de la [fiche d'évaluation du financement national de la santé en Afrique](#). Ils veulent également s'assurer que les cinq centres régionaux de financement de la santé sont pleinement fonctionnels.

Autres initiatives africaines clés pour une meilleure santé

Dans son discours, le président Kagame a également souligné deux développements importants qui, selon lui, sont pertinents pour les discussions des réunions préparatoires et pour l'Agenda 2063, "L'Afrique que nous voulons". Premièrement, l'Agence africaine des médicaments (AMA), cruciale pour le renforcement des systèmes nationaux de réglementation des produits médicaux et également importante pour le développement des capacités africaines de fabrication de vaccins. Le Rwanda, ainsi que le Sénégal et l'Afrique du Sud, ont signé des accords avec BioNTech pour construire des installations de production de vaccins ARNm de bout en bout, avec l'intention de se lancer également dans la fabrication de produits pharmaceutiques.

Le deuxième développement important est l'[Agence de développement de l'Union africaine](#) (AUDA-NEPAD), créée en 2018, et également présidée par Kagame. L'AUDA-NEPAD vise à accélérer l'intégration régionale et la réalisation de l'Agenda 2063 et à servir d'interface technique sur les questions de développement de l'Afrique avec tous les partenaires et parties prenantes du développement. Comme il est décrit dans son [rapport 2021](#), dans le cadre de son portefeuille de la santé, l'AUDA-NEPAD a conçu plusieurs projets de premier plan pour renforcer les systèmes de santé nationaux et la résilience aux pandémies.

Selon les présidents, l'Union africaine continuera de prendre les devants en cherchant à améliorer la santé des populations africaines par l'intermédiaire des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies, de l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme, de l'Agence africaine des médicaments et du domaine d'intervention "systèmes de santé" de l'AUDA-NEPAD. Dans le cadre de leurs rôles respectifs, ces agences africaines fourniront des conseils et aideront à coordonner les mécanismes de préparation et de réponse aux situations d'urgence, contribueront à la mise en place

d'installations permettant de produire et de distribuer des produits et des équipements médicaux de haute qualité et encourageront une utilisation accrue des technologies numériques afin de permettre à un plus grand nombre de personnes d'accéder aux services de santé et de réaliser des économies.

Le dernier mot sur le financement national de la santé

Au moment de la rédaction de cet article, le monde venait de terminer la première semaine de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Quel que soit le résultat final, le financement international de la santé sera forcément affecté et, par extension, cela aura un impact négatif sur ce que les pays sont capables et désireux de promettre.

[Read More](#)

---